



Séance du Comité Syndical du SMEP de la région de Jurançon du 3 juillet 2023

Le 3 juillet 2023, à 18 heures, le Comité du Syndicat Mixte de l'Eau Potable de la région de Jurançon s'est réuni dans les locaux du SMEP à Jurançon, sur convocation de Monsieur le Président, affichée le 27 juin 2023 et transmise par voie électronique le 27 juin 2023, et sous la présence de ce dernier.

PRESENTS : M. BERNOS Michel, M. DUDRET Victor, M. POURTAU Xavier, M. RHAUT Jean-Christophe, M. MORA Pascal, M. NAHON André, Mme MARQUE Christine, M. COUTO Benoît, M. URBAN Jean-Claude, M. CABANNE Pascal, M. CAMPAYS David, M. PARIS Gérard, M. LASSALLE Philippe, M. POUILLION Jean, M. MALO Serge, M. LESCUDÉ Frédéric, M. VERMESSE Bruno, M. DUMAS François, M. BÉGUÉ Gérard, Mme HOURCADE-MEDEBIELE Véronique, M. LACRABERE Francis, Mme JOUANINE Marie-Hélène.

ABSENTS EXCUSES : M. PATRIARCHE Nicolas, M. DAVANTES Jean-Charles (représenté par M. COUTO Benoît, délégué suppléant), M. CAPERET Alain, Mme DAUGAS Sylvie (représentée par M. CAMPAYS David, délégué suppléant), M. FAUX Jean-Pierre, M. MAZODIER Frédéric, M. MAUBOULES Patrick, M. CARRIQUIRY Gérard, Mme BELAYGUE Dominique, M. GAUZERE Guy, M. ROTH Patrick, M. CLAVERIE Didier, M. SOUDAR Denis, M. BERTRANINE-CHANQUET Serge, M. GERMAIN Eric, M. PEDEFLOUS Roger (représenté par M. LESCUDÉ Frédéric, délégué suppléant), M. BURON Patrick, M. RANGOTTE Pierre.

ABSENTS MAIS AYANT DONNÉ POUVOIR : M. BERNIARD Claude a donné pouvoir à M. BERNOS, M. LABAT Léopold a donné pouvoir à M. LACRABERE.

Secrétaire de séance : Madame HOURCADE-MEDEBIELE Véronique.

Délibération n° 17 – 2023 : Participation financière Coopération Internationale KATABA 1 phase 3

Rapporteur : Monsieur MORA Pascal

Monsieur le Rapporteur rappelle à l'assemblée que, conformément à l'article L.1115-1-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, les Syndicats mixtes chargés des services publics d'eau potable tels que le SMEP peuvent mener des actions de coopération avec les collectivités étrangères, dans la limite de 1% des ressources propres affectées à leur service.

Le Syndicat Mixte d'Eau Potable de la région de Jurançon s'inscrit dans ce cadre juridique en poursuivant ses actions de solidarité internationale, et notamment en apportant un nouveau soutien financier au projet « Kataba 1 », du nom d'une commune du Sud Sénégal.

Pour mémoire, sensibilisé par les problématiques d'approvisionnement en eau potable de cette commune, le SMEP avait soutenu en 2021 la phase 2. Cette dernière a permis l'alimentation en eau potable près de 600 personnes grâce à une extension du réseau d'eau potable de 3 Km et la création du service de gestion correspondant.

Le projet Séléty, objet de la subvention du SMEP de l'année 2022, est en cours de finition. Le projet localisé principalement dans le village de Séléty a permis une extension du réseau de distribution impactant toute la population de la localité, soit 2 800 personnes.

Portée par l'Association Eau Vive, la troisième phase du projet de Kataba 1 « PEPAK », porte notamment sur la réalisation de 5 forages avec équipements d'exhaure et de deux châteaux d'eau avec ouvrages annexes, de réseaux de distribution d'eau sur environ 13,2 km avec 16 bornes fontaines et 8 branchements communautaires autour des deux châteaux d'eau, la poursuite des actions d'appui à la gestion du service public d'eau potable. Le projet est prévu pour une durée globale de 3 ans (juillet 2023 – juin 2026). Les actions de renforcement de capacités ciblent 20 villages de la commune de Kataba 1 pour une population totale de 6 141 habitants.

Monsieur le Rapporteur rappelle que le Contrat de Concession confié à AGUR permet de bénéficier d'un fonds annuel d'environ 20 000 €, destiné à des actions de coopération internationale. Ainsi, Monsieur le Rapporteur propose de verser en 2023 la somme de 1 000 € en soutien au projet.

Kataba 1 - Phase 3 première année, et à mobiliser par ailleurs 14 000 € pour le projet présenté au travers du fonds issu du Contrat de Concession.

Monsieur le Rapporteur précise que les sommes accordées par le Syndicat, seront prélevées au compte 6713 de la section de fonctionnement du budget principal du SMEP.

Monsieur le Rapporteur invite le concessionnaire AGUR à procéder, conformément à la convention, au versement des sommes ainsi attribuées, directement à l'association Eau Vive porteuse du projet.

Le Comité Syndical, après avoir entendu le Rapporteur dans ses explications, et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

ATTRIBUE une participation financière de 1 000 € au projet KATABA 1 phase 3, porté par l'association EAU VIVE,

INVITE le concessionnaire Agur à mobiliser 14 000 € pour ledit projet au travers du fonds issu du contrat,

AUTORISE Monsieur le Président à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération et notamment la convention jointe en annexe,

PRÉCISE que les crédits nécessaires sont inscrits au budget du SMEP de la région de Jurançon.

Au moment du vote de la délibération :

En exercice : 39 Nombre de présents : 22 Pouvoirs : 2 Nombre de votants : 24

Vote – Pour : 24 / Contre : 0 / Abstention : 0

Fait à JURANÇON et délibéré, les jours, mois et an que dessus,
Pour extrait certifié conforme.

Signature du Président :
Michel BERNOS


SYNDICAT MIXTE
DE L'EAU POTABLE
DE LA REGION DE JURANÇON

Signature du secrétaire de séance :
V. HOURCADE-MÉDEBIELLE



Annexe : Projet de convention de coopération décentralisée avec l'association Eau Vive Pau Pyrénées



CONVENTION DE COOPERATION DECENTRALISEE

Entre l'association EAU VIVE Pau Pyrénées et le SMEP de la région de JURANÇON

Concernant l'opération :

« Projet d'amélioration de l'accès à l'eau potable dans la commune de KATABA 1

(Phase 3) – Sud Sénégal »

Vu la Loi n°2006-1537 du 7 décembre 2006 (article 49),

Vu la Loi n°2007-147 du 2 février 2007 relative à l'action extérieure des collectivités territoriales et de leurs groupements, modifié par la Loi n°2021-1031 du 4 août 2021 (article 6),

Vu le programme de développement durable à l'horizon 2030 adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies le 25 septembre 2015,

Vu l'article L1115-1 du Code Général des Collectivités Territoriales modifié, qui prévoit que « Dans le respect des engagements internationaux de la France, les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent mettre en œuvre et soutenir toute action internationale annuelle ou pluriannuelle de coopération, d'aide au développement ou à caractère humanitaire (...). A cette fin, les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent, le cas échéant, conclure des conventions avec des autorités locales étrangères. Ces conventions précisent l'objet des actions envisagées et le montant prévisionnel des engagements financiers (...). »,

Vu l'article L1115-1-1 du CGCT, qui prévoit que « Les communes, les établissements publics de coopération intercommunale et les syndicats mixtes chargés des services publics de distribution d'eau potable et d'assainissement peuvent, dans la limite de 1 % des ressources qui sont affectées aux budgets de ces services, mener des actions de coopération avec les collectivités territoriales étrangères et leurs groupements, dans le cadre des conventions prévues à l'article L. 1115-1, des actions d'aide d'urgence au bénéfice de ces collectivités et groupements, ainsi que des actions de solidarité internationale dans les domaines de l'eau et de l'assainissement (...). »,

Vu la délibération du Comité Syndical du SMEP de la région de Jurançon en date du 03 juillet 2023 autorisant Monsieur le Président à signer la présente convention,

Entre

Le SMEP de la région de Jurançon, représenté par son Président, Monsieur Michel BERNOS,

D'une part,

Et

L'Association « EAU VIVE Pau Pyrénées », représenté par sa Présidente, Madame Eline GOSSET, dûment habilité aux fins des présentes,

D'autre part,

PREAMBULE

Le Comité Syndical du SMEP de la région de Jurançon, lors de sa séance du 03 juillet 2023, a décidé d'apporter à l'association « EAU VIVE Pau Pyrénées » une aide à la phase 3 du projet dénommé « PEPAK » de Kataba 1.

Il est adossé à la présente convention un document programme qui définit son contenu, son budget, l'échéancier prévisionnel, ainsi que les modalités de son pilotage. Ce document programme est élaboré à l'attention de tous les partenaires engagés dans sa réalisation.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir le champ d'intervention du SMEP de la région de Jurançon, de son exploitant AGUR, et de l'association « EAU VIVE Pau Pyrénées » comme précisé à l'article 2.

ARTICLE 2 – NATURE DU PROJET PRIS EN COMPTE

La commune de Kataba 1 se situe au sud du Sénégal, dans un secteur où 14 villages sur les 35 que compte la commune ne disposent pas d'une adduction en eau potable. Les actions de renforcement de capacités ciblent 20 villages de la commune de Kataba1 pour une population totale de 6 141 habitants.

Une première phase du projet, réalisée au 1er semestre de l'année 2020, a ciblé les villages de Bourome et Kataba-Flacounda alimentés en eau respectivement par le forage de Séléty et celui de Kataba 1. Cette première phase a permis à 1245 personnes d'accéder à l'eau potable.

La phase 2 du projet, réalisée en 2021, a consisté plus particulièrement à fournir de l'eau potable à 600 personnes supplémentaires du quartier de Badjirane dans le village de Bourome, commune de Kataba 1, à partir d'une extension du réseau d'eau potable existant sur 3 Km, à améliorer la gestion du service public de gestion correspondant, et à lancer les études techniques pour l'alimentation en eau potable des localités de Kabadio, Kounkoudiang, Katak et Médina Birassou.

Le projet Séléty, objet de la subvention du SMEP de l'année 2022, est en cours de finition. Le projet localisé principalement dans le village de Séléty a permis une extension du réseau de distribution impactant toute la population de la localité, soit 2 800 personnes.

La phase 3 intitulée « PEPAK » projet eau potable et assainissement de la commune de Kataba 1, porte notamment sur la réalisation de 5 forages avec équipements d'exhaure et de deux châteaux d'eau avec ouvrages annexes, de réseaux de distribution d'eau sur environ 13,2 km dont 16 bornes fontaines et 8 branchements communautaires autour des deux châteaux d'eau, la poursuite des actions d'appui à la gestion du service public d'eau potable. Le projet est prévu pour une durée globale de 3 ans (juillet 2023 – juin 2026).

Ainsi, grâce à l'aide du SMEP, de son exploitant AGUR et des autres partenaires identifiés par ailleurs, l'association « EAU VIVE Pau Pyrénées », via l'association locale d'EAU VIVE SENEGAL s'engage à mettre en œuvre les actions ou activités suivantes :

Activité 1 : réalisation d'infrastructures hydrauliques ;

Activité 2 : appui à la gestion du service public d'eau potable et promotion des branchements domiciliaires ;

Les modalités d'exécution et de suivi de ces actions sont détaillées dans le document programme adossé à la présente convention. La coordination et le suivi de la phase 3 du projet seront assurés par l'association EAU VIVE Sénégal.

ARTICLE 3 – MOYENS FINANCIERS ET HUMAINS

Le SMEP de la région de Jurançon affectera la somme de 1 000 € issue de son Budget de 2023 pour le projet Kataba 1 phase 3 première année d'une part, et la somme de 14 000 € issue de l'exploitation du service

public d'eau potable, conformément à l'article 93 du Contrat de Concession confié à l'exploitant AGUR. Le montant total prévisionnel de l'aide du SMEP et de son exploitant AGUR est ainsi de 15 000 €.

La participation du SMEP et de son exploitant AGUR est versée à l'association EAU VIVE Pau Pyrénées, par virement, en trois fois :

- un tiers du montant prévisionnel, soit 5 000 €, à la signature de la présente convention par le SMEP et par l'association ;
- un tiers du montant prévisionnel, soit 5 000 €, lors de la fourniture du matériel, sur présentation des factures ou justificatifs correspondants ;
- Le solde de l'opération à la fin de la partie du projet financé, sur présentation des pièces mentionnées à l'article 5 « Evaluation du Projet ».

ARTICLE 4 – PRISE D'EFFET ET DUREE

La présente convention prend effet à la date de sa signature. Elle reste valable jusqu'à l'exécution complète du projet et le versement du solde de l'aide correspondante.

ARTICLE 5 – EVALUATION DU PROJET

Les parties souscrivent à la démarche de suivi et d'évaluation du projet pendant et après sa réalisation. A cet effet, l'association « EAU VIVE Pau Pyrénées » produira les documents suivants en fin de mission :

- Le compte-rendu d'exécution. Ce compte rendu doit décrire de façon précise les actions menées, les moyens mis en œuvre, les éventuelles difficultés rencontrées, l'implication du partenariat local, le bilan de l'action, les éventuels décalages constatés entre les objectifs initiaux et les résultats obtenus, ainsi que les suites attendues du projet.
- L'attestation d'achèvement ou d'avancement des travaux et des opérations concernés, co-signée par le porteur du projet et le partenaire local.
- Le relevé général des dépenses, daté et signé par le responsable habilité. Ce relevé doit être présenté sous forme d'un tableau récapitulatif indiquant la nature et le montant des dépenses.
- Le relevé des recettes perçues au titre du projet.

ARTICLE 6 – MODALITES DE RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit après expiration d'un délai de trente jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée, ou par tout autre moyen certifiant que l'autre partie en a pris connaissance.

La résiliation de la convention ne dispense pas les partenaires de la convention de leurs obligations de compte-rendu d'exécution.

La résiliation de la présente convention n'ouvre aucun droit à quelque dédommagement que ce soit.

ARTICLE 7 – PIECES ANNEXES

Les pièces suivantes sont annexées à la présente convention : le document programme du projet qui définit son contenu, son budget et échéancier prévisionnels, ainsi que les modalités de sa coordination.

À Jurançon, le XX XX 2023

SMEP de la région de Jurançon,
Monsieur Michel BERNOS, Président

Association EAU VIVE Pau Pyrénées,
Madame Eline GOSSET, Présidente

Faire précéder chaque signature de la mention « Lu et approuvé »